



RCS : AVIGNON

Code greffe : 8401

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de AVIGNON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2001 B 01028

Numéro SIREN : 439 872 755

Nom ou dénomination : AUDIT ET FINANCE

Ce dépôt a été enregistré le 11/08/2014 sous le numéro de dépôt 6267

AUDIT ET FINANCE
Société par actions simplifiée
Au capital de 60 000 euros
Siège social : 50, Rue Berthy Albrecht
84000 AVIGNON
RCS AVIGNON 439 872 755 - N° de gestion : 2001 B 1028

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 26/04/2014

L'an deux mille quatorze et le vingt-six avril à l'issue de l'assemblée générale ordinaire, les associés de la société AUDIT ET FINANCE se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, au siège social : 50, Rue Berthy Albrecht 84000 AVIGNON, sur convocation faite par le Président Monsieur Gérard ROUEN.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque participant à l'assemblée en entrant en séance, tant en son nom personnel que comme mandataire.

Monsieur Gérard ROUEN préside la séance en sa qualité de Président de la société.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par le Président, permet de constater que les associés présents ou représentés possèdent 6000 actions sur les 6000 actions composant le capital social.

Le Président constate, que l'assemblée générale, régulièrement constituée, peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des associés :

- la feuille de présence à l'assemblée ;
- la copie de la lettre de convocation adressée aux actionnaires ;
- le rapport du Président ;
- le texte des projets de résolutions proposées par le Président à l'assemblée ;

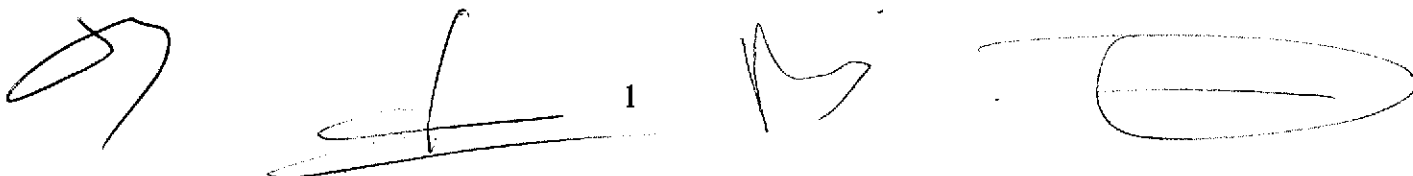
Puis le Président déclare que son rapport, les textes des projets de résolutions proposées, ainsi que tous les autres documents et renseignements prévus par la loi et les règlements ont été tenus à la disposition des associés, au siège social, à compter de la convocation de l'assemblée.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Augmentation du capital social de 40 000 euros par incorporation de réserves, au moyen de la création de 4 000 actions nouvelles de 10 euros,
- Modification corrélative des statuts,
- Agrément de cessions d'actions,
- Pouvoirs en vue des formalités.



Le Président ouvre la discussion. Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

Préalablement, il est rappelé que le capital social de la SAS AUDIT ET FINANCE s'élève à 60 000 euros et se compose de 6000 actions de 10 euros chacune.

Les associés envisagent de réaliser diverses modifications relatives au capital.

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital d'une somme de 40 000 euros (quarante mille) pour le porter de 60 000 euros (soixante mille) à 100 000 euros (cent mille), par incorporation directe de pareille somme prélevée sur les réserves, à savoir :

- sur la réserve facultative : 40 000,00 euros

Cette augmentation de capital est réalisée au moyen de la création de 4 000 actions nouvelles de 10 euros, attribuées gratuitement aux associés, à raison de 4 actions nouvelles pour 6 actions anciennes. Les rompus étant arrondis à l'unité supérieure pour les porteurs autres que Gérald ROUEN, l'attribution nouvelle se fera sur les bases ci-dessous :

Nicolas ROUEN : 7 actions x 4/6 = 5 actions nouvelles
Stéphane BEC : 7 actions x 4/6 = 5 actions nouvelles
Gérald ROUEN : 5986 actions x 4/6 = 3990 actions nouvelles

Les actions nouvelles ainsi créées, assujetties à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de ce jour.

Ainsi, le capital social, composé de 100 000 actions, sera réparti comme suit :

- . Gérald ROUEN , titulaire de 9976 actions,
- . Stéphane BEC, titulaire de 12 actions
- . Nicolas ROUEN, titulaire de 12 actions

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier comme suit l'article 7 des statuts :

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

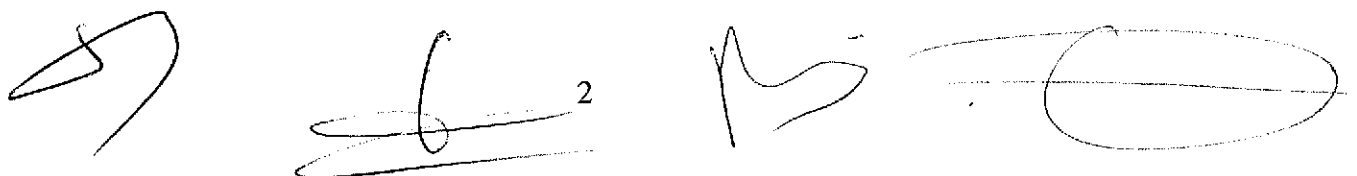
1) Lors de la constitution de la société :

Le capital social est fixé à la somme de 38 000 euros, divisé en 380 actions de 100 euros.

2) Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 31/10/2008, ayant décidé la division par 10 de la valeur nominale, et la multiplication corrélative par 10 du nombre d'actions :

Le capital social est fixé à la somme de 38 000 euros, divisé en 3 800 actions de 10 euros.

3) Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 31/10/2008 (4^{ème} résolution),



ayant décidé l'augmentation de capital de 19 000 euros par incorporation de réserves et l'augmentation par apport en numéraires de 3 000 euros :

Le capital social est fixé à la somme de 60 000 euros, divisé en 6 000 actions de 10 euros.

4) Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 26/04/2014, ayant décidé la création de 4000 actions nouvelles :

Le capital social est fixé à la somme de 100 000 euros, divisé en 10 000 actions de 10 euros.

TROISIEME RESOLUTION

L'activité de la SAS AUDIT ET FINANCE ayant des opportunités de développement, les associés ont manifesté le désir de renforcer la structure de la société, et ont donc décidé d'intégrer un nouvel actionnaire commissaire aux comptes diplômé et donc signataire de mandats. Dans ce cadre la volonté de travailler ensemble étant primordiale, le volet capitalistique n'est que symbolique :

Monsieur Gérard ROUEN souhaite céder 1 action sur les 9976 qu'il détient, à savoir :

- 1 action à Monsieur Patrick DOSSETTO
né le 15/07/1949 à Aix-en-Provence (13)
demeurant : 7 Chemin de la Terre du Fabre
13520 MAUSSANE

Le prix de cession serait la valeur nominale.

Conformément à l'article 12 des statuts, Monsieur Gérard ROUEN a notifié son projet de cession d'actions à ses associés Monsieur Stéphane BEC et Monsieur Nicolas ROUEN, qui confirment renoncer à leur droit de préemption sur cette cession telle qu'exposée ci-dessus.

Conformément à l'article 13 des statuts, l'assemblée générale décide d'agréer l'opération envisagée, et autorise le cédant à réaliser librement la cession d'action aux conditions présentement notifiées.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Compte tenu de l'adoption de la résolution précédente, les associés ont décidé de procéder immédiatement à la cession d'action. A cet effet, Monsieur Patrick DOSSETTO entre en séance à dix heures.

Le cessionnaire remet 10 euros à Monsieur Gérard ROUEN, qui lui en consent valable quittance.

Le cédant et les cessionnaires signent respectivement l'imprimé n°2759 de cession de droits sociaux.

La cession d'action est définitivement réalisée ; le cessionnaire est désormais actionnaire de la SAS AUDIT ET FINANCE ; en conséquence, il est procédé immédiatement à la mise à jour du registre des mouvements de titres, ainsi qu'aux fiches individuelles des actionnaires.

Ces formalités étant régulièrement accomplies, le nouvel actionnaire participe dès à présent aux résolutions suivantes, et signent la feuille de présence.

QUATRIEME RESOLUTION

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier comme suit les articles 6 et 7 des statuts :

Article 6 – APPORTS

Il a été apporté au capital de la Société :

1) Lors de la constitution :

- par Monsieur Gérald ROUEN
 - . apport en nature : 7 000 euros
 - . apport en numéraire : 30 800 euros
- par Monsieur Gérard OLIVERO
 - . apport en numéraire : 200 euros

soit au total 38 000 euros, composant le capital social.

2) Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 31/10/2008 :

le capital social a été augmenté d'une somme de 19 000 euros prélevés sur les réserves.
Le capital social a été augmenté d'une somme de 3 000 euros par apport en numéraires.

2) Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 26/04/2014 :

Le capital social a été augmenté d'une somme de 40 000 euros prélevés sur les réserves.

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

1) Lors de la constitution de la société :

Le capital social est fixé à la somme de 38 000 euros, divisé en 380 actions de 100 euros.

2) Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 31/10/2008 (1^{ère} résolution), ayant décidé la division par 10 de la valeur nominale, et la multiplication corrélatrice par 10 du nombre d'actions :

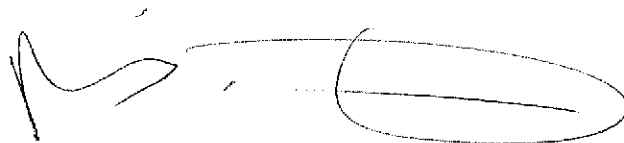
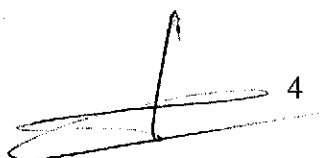
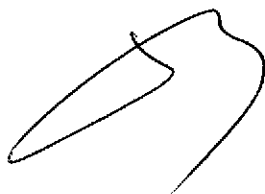
Le capital social est fixé à la somme de 38 000 euros, divisé en 3 800 actions de 10 euros.

3) Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 31/10/2008 (4^{ème} résolution), ayant décidé l'augmentation de capital de 19 000 euros par incorporation de réserves et l'augmentation par apport en numéraires de 3 000 euros :

Le capital social est fixé à la somme de 60 000 euros, divisé en 6 000 actions de 10 euros.

4) Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 26/04/2014 (1^{ère} résolution), ayant décidé l'augmentation de capital de 40 000 euros par incorporation de réserves :

Le capital social est fixé à la somme de 100 000 euros, divisé en 10 000 actions de 10 euros.



Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée à 12 heures. De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les associés.

Gérald ROUEN

Stéphane BEC

Nicolas ROUEN

Patrick DOSSETTO

Enregistré à : SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES D'AVIGNON
Le 07/07/2014 Bordereau n°2014/486 Case n°15

Ext 1881

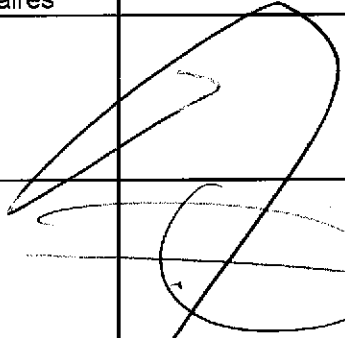
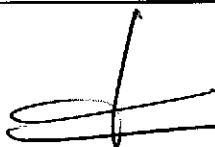
Enregistrement : 375 € Pénalités :
Total liquidé : trois cent soixante-quinze euros
Montant reçu : trois cent soixante-quinze euros
L'Agent des impôts

DUPLICATE

Marine de BEAUFORT
Agent des Finances Publiques

AUDIT ET FINANCE
Société par actions simplifiée
Au capital de 60 000 euros
Siège social : 50, Rue Berthy Albrecht
84000 AVIGNON
RCS AVIGNON 439 872 755 - N° de gestion : 2001 B 1028

FEUILLE DE PRESENCE
A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 26/04/2014

N° d'ordre	Nom, prénom, domicile, des associés présents ou représentés	Nombre d'actions	Nombre de voix	Nom, prénom, domicile des mandataires	Signature
	Mr Gérald ROUEN 50, Rue Berthy Albrecht 84000 AVIGNON	9 975	9 975		
	M. Stéphane BEC 11 Allée les Chênes Verts 30400 VILLENEUVE LES AVIGNON	12	12		
	M. Nicolas ROUEN 2A Chemin de la Justice 30400 VILLENEUVE LES AVIGNON	12	12		
	M. Patrick DOSSETTO 7 Chemin de la Terre du Fabre 13520 MAUSSANE	1	1		
		10 000	10 000		

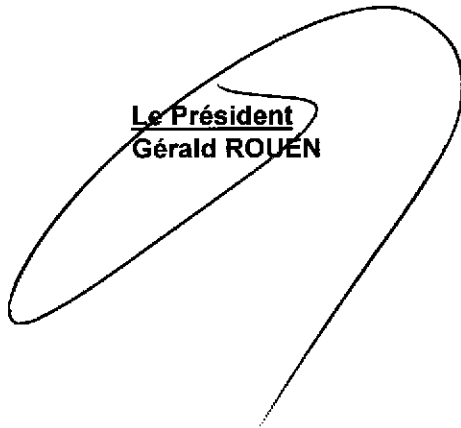
Le Président soussigné certifie exacte la feuille de présence faisant apparaître que :

- 4 associés sont présents, et totalisent 10 000 actions, auxquelles sont attachées 10 000 voix,
- 0 associés sont représentés par des mandataires, et totalisent 0 actions, auxquelles sont attachées 0 voix,
- 0 associés ont voté par correspondance, et totalisent 0 actions, auxquelles sont attachées 0 voix.

A la présente, sont annexés :

- 0 pouvoirs,
- 0 formulaires de vote par correspondance.

Le Président
Gérald ROUEN



AUDIT ET FINANCE
Société par actions simplifiée
Au capital de 60 000 euros
Siège social : 50, Rue Berthy Albrecht
84000 AVIGNON
RCS AVIGNON 439 872 755 - N° de gestion : 2001 B 1028

RAPPORT DU PRESIDENT
A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 26/04/2014

Chers associés,

Je vous réunis en assemblée générale extraordinaire à l'effet de délibérer sur les points suivants inscrits à l'ordre du jour :

- Augmentation du capital social de 40 000 euros par incorporation de réserves, au moyen de la création de 4 000 actions nouvelles de 10 euros,
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs en vue des formalités,
- Agrément de cession d'action,

Afin de renforcer la structure financière de la SAS AUDIT ET FINANCE, il serait souhaitable d'incorporer 40 000 euros de réserves au capital social. Cette augmentation de capital serait réalisée au moyen de la création de 4000 actions nouvelles de 10 euros, attribuées gratuitement aux associés, à raison de 4 actions nouvelles pour 6 actions anciennes. Les rompus étant arrondis à l'unité supérieure pour les porteurs autres que Gérard ROUEN, l'attribution nouvelle se fera sur les bases ci-dessous :

Nicolas ROUEN : 7 actions x 4/6 = 5 actions nouvelles
Stéphane BEC : 7 actions x 4/6 = 5 actions nouvelles
Gérald ROUEN : 5986 actions x 4/6 = 3990 actions nouvelles

Cette augmentation de capital aura pour effet de porter le capital social de 60 000 euros à 100 000 euros.

Ainsi, le capital social, composé de 100 000 actions, sera réparti comme suit :

- . Gérard ROUEN , titulaire de 9976 actions,
- . Stéphane BEC, titulaire de 12 actions
- . Nicolas ROUEN, titulaire de 12 actions

D'autre part, l'activité de la SAS AUDIT ET FINANCE ayant des opportunités de développement, il serait souhaitable de renforcer la structure de la société en intégrant un nouvel actionnaire, commissaire aux comptes diplômé pouvant être signataire désigné au nom d'Audit et Finance.

Dans cet esprit, Monsieur Gérard ROUEN nous a fait part de son souhait de céder 1 action sur les 9976 qu'il détient.



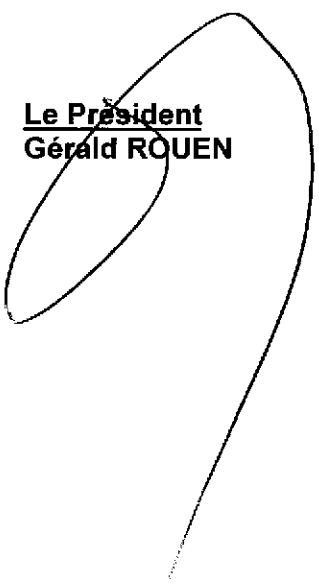
Les modalités de cessions seraient les suivantes :

- cession de 1 action à Monsieur Patrick DOSSETTO
né le 15/07/1949 à Aix-en-Provence (13)
demeurant : 7 Chemin de la Terre du Fabre
13520 MAUSSANE

- le prix de cession serait la valeur nominale.

J'espère que ces propositions recevront votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions correspondantes.

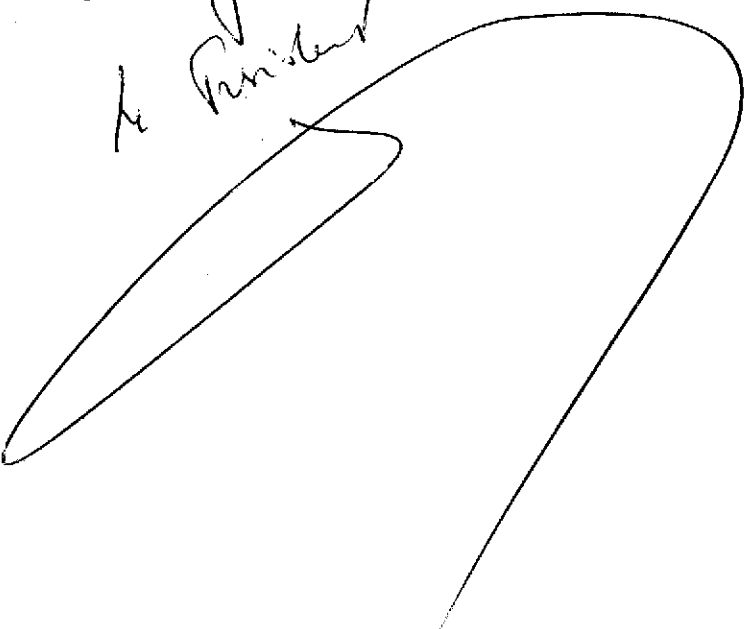
Le Président
Gérald ROUEN



AUDIT ET FINANCE
Société par actions simplifiée
au capital de 100 000 euros
Siège social : 50, Rue Berthy Albrecht
84000 AVIGNON
RCS AVIGNON 439 872 755 - N° de gestion : 2001 B 1028

STATUTS MIS A JOUR AU 26/04/2014

*Certifié conforme
à l'original*



AUDIT ET FINANCE
Société par actions simplifiée
au capital de 38 000 EUROS
Siège social : 50 Rue Berthy ALBRECHT
84000 AVIGNON
RCS EN COURS

STATUTS

Les soussignés :

Monsieur OLIVERO Gérard, commissaire aux comptes inscrit près la cour d'appel d'Aix en Provence,
né le 2 août 1951 à Cannes
demeurant 1036 Route de la Fenerie 06580 PEGOMAS
de nationalité Française
marié avec Madame Nicole PIZZUTO, le 28 avril 1973, avec contrat signé chez Maître FARINELLI, le 20 avril 1973,

Monsieur ROUEN Gérard, commissaire aux comptes inscrit près la cour d'appel de Nîmes,
né le 6 janvier 1952 à Villeneuve les Avignon
demeurant ZI COURTINE - LA SOPHIE 50 Rue Berthy Albrecht 84000 AVIGNON,
de nationalité française
marié avec Madame Françoise TROIN le 1^{er} juillet 1978 à Aubagne 13, sous le régime de la séparation de biens ; contrat signé chez Maître Jacques COULOMB, notaire à Roquevaire 13.

Les soussignés ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société par actions simplifiée qu'ils sont convenus de constituer.

TITRE I

FORME - DENOMINATION - SIEGE OBJET - DUREE

Article 1 - FORME

La Société est une Société par actions simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts. Elle ne peut faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de Société par actions simplifiée.

Article 2 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est :

AUDIT ET FINANCE

La société sera inscrite sur la liste des Commissaires aux Comptes sous sa dénomination sociale. Sur tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société de commissariat aux comptes » et de l'indication de la compagnie régionale des commissaires aux comptes où la société est inscrite.

Article 3 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à :

50 Rue Berthy ALBRECHT, 84000 AVIGNON.

Il peut être transféré dans le même département par simple décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence et partout ailleurs en vertu d'une décision collective des associés.

Article 4 - OBJET

La Société a pour objet directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

l'exercice des missions de commissaires aux comptes.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à son objet, à l'exception de toute activité commerciale, qu'elle soit directement ou par personne interposée.

Aucune personne ou groupement d'intérêt ne peut détenir directement ou par personne interposée, une partie du capital ou de ses droits de nature à mettre en péril l'exercice de sa profession ou l'indépendance de ses associés, ainsi que le respect par ces derniers des règles inhérentes à leur statut ou leur déontologie.

Article 5 - DUREE

La Société, sauf prorogation ou dissolution anticipée, a une durée de 99 ans qui commencera à courir à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - FORME DES ACTIONS DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Article 6 - APPORTS

⇒ Lors de la constitution

1/ Il a été apporté à la société :

- par Monsieur Gérald ROUEN, un apport en nature de 7000 EUROS,
comprenant un ensemble Bureau Bibliothèque :

- . un bureau ministre,
- . trois chaises cuir visiteur,
- . un fauteuil cuir,
- . une bibliothèque.

Les biens ci-dessus désignés n'excèdent pas 50 000 francs ou son équivalent en euros et la valeur de ces biens ne dépassant pas la moitié du capital, les associés ont décidé de ne pas les soumettre à l'évaluation d'un commissaire aux apports.

2/ Il a été apporté à la société :

- par Monsieur Gérald ROUEN, une somme en numéraire de 30 800 EUROS ;

En complément de l'apport en nature,

11 900 EUROS sont immédiatement versés, libérant ainsi la moitié du capital social.

Cette somme de 11 900 EUROS a été dès avant ce jour, déposée à la banque Société Lyonnaise de banque aux ANGLES, 30133, à un compte ouvert au nom de la société en formation sous le numéro 584800864L,

- par Monsieur Gérard OLIVERO, une somme en numéraire de 200 EUROS ;

100 EUROS sont immédiatement versés, libérant ainsi la moitié du capital social.

Cette somme de 100 EUROS a été dès avant ce jour, déposée à la banque Société Lyonnaise de banque aux ANGLES, 30133, à un compte ouvert au nom de la société en formation sous le numéro 584800864L.

TOTAL APPORTS EN NUMERAIRE : 31 000 EUROS

Elle ne pourra en être retirée par la présidence avant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

3/ RECAPITULATION

Les apports en nature représente une valeur nette de 7 000 euros

Les apports en numéraire s'élèvent à la somme de 31 000 euros

TOTAL EGAL AU CAPITAL SOCIAL 38 000 EUROS

⇒ Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 31/10/2008

le capital social a été successivement augmenté :

- de 19 000 euros prélevés sur les réserves,
- et de 3 000 euros par apport en numéraire.

⇒ Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 26/04/2014

Le capital social a été augmenté d'une somme de 40 000 euros prélevés sur les réserves.

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 100 000 euros, divisé en 10 000 actions de 10 euros.

Article 8 – MODIFICATIONS DU CAPITAL

1° Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant sur le rapport du Président.

2° Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions et délais prévus par la Loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

3° En cas d'augmentation du capital en numéraire, les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraires émises pour réaliser une augmentation de capital. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la Loi.

4° Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la totalité du nominal et, le cas échéant de la totalité de la prime d'émission.

Article 9 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

Article 10 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1. Toute action, donne droit dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Pour y parvenir, il est fait masse, le cas échéant, de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

2. Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

3. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord.

4. Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propiétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices de l'exercice où il est réservé à l'usufruitier.

5. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à condition d'avoir fait leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

TITRE III

TRANSMISSION DES ACTIONS - EXCLUSION D'ASSOCIES

Article 11 - DISPOSITIONS COMMUNES APPLICABLES AUX CESSIONS D'ACTIONS

Définitions

Dans le cadre des présents statuts, les soussignées sont convenues des définitions ci-après :

a) **cession** : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

b) **action ou valeur mobilière** : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

Modalités de transmission des actions

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

Toutes les transmissions s'effectuent librement.

La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte sur instruction signée du cédant ou de son représentant qualifié.

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter de la date de la décision.

Si son départ a pour effet d'abaisser la part du capital détenu par des professionnels au dessous des quotités légales, il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder la partie de ses actions permettant à la société de respecter ces quotités.

Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses actions.

Le prix est en cas de contestation déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843.-4 du code civil.

Indivisibilité

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Le droit de vote appartient au nu propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices où il est réservé à l'usufruitier.

ARTICLE 12 - Prémption

1. Toute cession des actions de la Société même entre associés est soumise au respect du droit de prémption conféré aux associés et ce, dans les conditions ci-après :

2. L'associé cédant notifie au Président et à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception son projet de cession mentionnant :

- le nombre d'actions concernées ;
- les informations sur le cessionnaire envisagé : dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux ;
- le prix et les conditions de la cession projetée.

La date de réception de la notification de l'associé cédant fait courir un délai de trois (3) mois, à l'expiration duquel, si les droits de prémption n'ont pas été exercés en totalité sur les actions concernées, le cédant pourra réaliser librement la cession projetée, sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article 13 des statuts.

3. Chaque associé bénéficie d'un droit de prémption sur les actions faisant l'objet du projet de cession. Ce droit de prémption est exercé par notification au Président dans les deux (2) mois au plus tard de la réception de la notification ci-dessus visée. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception précisant le nombre d'actions que chaque associé souhaite acquérir.

4. A l'expiration du délai de deux mois prévu au 3 ci-dessus et avant celle du délai de trois mois fixé au 2 ci-dessus, le Président doit notifier à l'associé cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la prémption.

Si les droits de prémption exercés sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les actions concernées sont réparties par le Président entre les associés qui ont notifié leur volonté d'acquérir au prorata de leur participation au capital de la société et dans la limite de leurs demandes.

Si les droits de prémption sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les droits de prémption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'associé cédant est libre de réaliser la cession au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification, sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article 13 ci-après.

5. En cas d'exercice du droit de prémption, la cession des actions devra être réalisée dans un délai de 30 jours moyennant le prix mentionné dans la notification de l'associé cédant.

ARTICLE 13 - Agrément

1. Les actions ne peuvent être cédées sauf entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote ; les actions du cédant n'étant pas prises en compte pour le calcul de cette majorité.

2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, l'identification complète de la société acquéreur (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

3. Le Président dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

5. En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les 30 jours de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

6. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai de un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code Civil.

Article 14 - MODIFICATIONS DANS LE CONTROLE D'UN ASSOCIE

1. En cas de modification au sens de l'article L. 233-2 du Code de commerce du contrôle d'un associé, celui-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président dans un délai de 30 jours du changement de contrôle. Cette notification doit préciser la date du changement de contrôle et toutes informations sur le ou les nouveaux contrôleurs.

Si cette procédure n'est pas respectée, l'associé dont le contrôle est modifié pourra être exclu de la Société dans les conditions prévues à l'article 15.

2. Dans le délai de 30 jours à compter de la réception de la notification du changement de contrôle, la Société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de l'associé dont le contrôle a été modifié, telle que prévue à l'article 15.

Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3. Les dispositions ci-dessus s'appliquent à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

Article 15 - EXCLUSION D'UN ASSOCIE

Exclusion de plein droit

L'exclusion de plein droit intervient en cas de dissolution de redressement ou de liquidation judiciaire d'un associé.

Exclusion facultative

Cas d'exclusion

L'exclusion d'un associé peut être également prononcée dans les cas suivants :

- violation des dispositions des présents statuts ;
- exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle exercée par la Société ;
- révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social ;
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé ;

Modalités de la décision d'exclusion

L'exclusion est prononcée par décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote ; l'associé dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée ne participe pas au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité. Les associés sont consultés sur l'exclusion à l'initiative du Président ; si le Président est lui-même susceptible d'être exclu, les associés seront consultés à l'initiative de l'associé le plus diligent.

Formalités de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités suivantes :

- notification à l'associé concerné par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée 30 jours avant la date prévue pour la réunion de la collectivité des associés, de la mesure d'exclusion envisagée, des motifs de cette mesure et de la date de la réunion devant statuer sur l'exclusion ; cette notification devant également être adressée à tous les autres associés ;
- convocation de l'associé concerné à une réunion préalable des associés tenue au plus tard 10 jours avant la date prévue pour la consultation des associés sur la décision d'exclusion afin de lui permettre de présenter ses observations et de faire valoir ses arguments en défense par l'intermédiaire de son ou de ses représentants légaux.

Prise d'effet de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion, qui peut être prise tant en présence qu'en l'absence de l'associé concerné, prend effet à compter de son prononcé. Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement sans application prévues aux présents statuts.

La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

Dispositions communes à l'exclusion de plein droit et à l'exclusion facultative

L'exclusion de plein droit et l'exclusion facultative entraînent dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu.

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les 15 jours de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Article 16 - NULLITE DES CESSIONS D'ACTIONS

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles des présents statuts sont nulles.

Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

TITRE IV

ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 17 - PRESIDENT DE LA SOCIETE

Désignation

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale associée ou non associée de la Société.

Le premier Président de la Société est désigné aux termes des présents statuts. Le Président est ensuite désigné par décision collective des associés.

Lorsque le Président est une personne morale, elle doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Durée des fonctions

Le Président est nommé sans limitation de durée.

Le Président peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision collective des associés prise à l'initiative d'un ou plusieurs associés réunissant au moins 20,00 % du capital et des droits de vote de la Société et statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Par exception aux dispositions qui précèdent, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale ;
- exclusion du Président associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

Rémunération

La rémunération du Président est fixée chaque année par décision collective des associés.

Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Article 18 - DIRECTEUR GENERAL

Désignation

Le Président peut donner mandat à une personne morale ou à une personne physique de l'assister en qualité de Directeur Général.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, elle doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonctions, sauf décision contraire des associés, et jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- exclusion du Directeur Général associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

Rémunération

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son contrat de travail.

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constitue une convention réglementée soumise à la procédure prévue à l'article 19 des statuts.

Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Le Directeur Général ne dispose pas du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers, sauf en cas de délégation spéciale et écrite du Président.

Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

Article 19 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS

Toute convention, autre que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenant entre la Société et l'un des membres de ses organes de direction, directement ou par personne interposée, ou entre la Société et une autre société ou entreprise dans laquelle l'un des membres des organes de direction est titulaire d'un mandat social doit être portée à la connaissance des commissaires aux comptes dans le mois de sa conclusion.

Les commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Article 20 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La collectivité des associés désigne, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants.

TITRE V

DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Article 21 - DECISIONS COLLECTIVES OBLIGATOIRES

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- modification du capital social : augmentation, amortissement et réduction ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- nomination, rémunération, révocation du Président;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social ;
- nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- agrément des cessions d'actions ;
- exclusion d'un associé et suspension de ses droits de vote.

Article 22 - REGLES DE MAJORITE

Les décisions collectives des associés sont adoptées à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- celles prévues par les dispositions légales ;
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés ;
- <<- la prorogation de la Société ;
- la dissolution de la Société ;
- la transformation de la Société en société d'une autre forme ; .>>

Article 23 - MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du président.

Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un procès-verbal signé par tous les associés présents ou représentés.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Article 24 - ASSEMBLEES

Les associés se réunissent en assemblée sur convocation du Président au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite 15 jours au moins avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

Le Président de séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article 25 ci-après.

Article 25 - PROCES-VERBAUX DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'assemblée et par les associés présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

Article 26 - INFORMATION PREALABLE DES ASSOCIES

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés 15 jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des commissaires au comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

TITRE VI

EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

Article 27 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2001 .

Article 28 - ETABLISSEMENT ET APPROBATION DES COMPTES ANNUELS

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du ou des commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

Article 29 - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation. Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

3. La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

TITRE VII

DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIETE

Article 30 - DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIETE

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.

La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés peuvent autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions .

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

TITRE VIII CONTESTATIONS

Article 31 - CONTESTATIONS

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises au Tribunal de commerce du lieu du siège social.

TITRE IX CONSTITUTION DE LA SOCIETE

Article 32 - NOMINATION DES DIRIGEANTS

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts sans limitation de durée est :

Monsieur ROUEN Gérard,

Né le 6 janvier 1952 à Villeneuve les Avignon

De nationalité française

Demeurant : ZI COURTINE - LA SOPHIE 50 Rue Berthy Albrecht 84000 AVIGNON.

lequel déclare accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour leur exercice.

Article 33 - NOMINATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sont désignés Commissaires aux comptes de la Société pour une durée de six exercices :

- En qualité de Commissaire aux comptes titulaire :

Monsieur MANUEL François, 20 ALLEE DES DAMES, 04400 BARCELONNETTE

- En qualité de Commissaire aux comptes suppléant :

Monsieur DUSSAUX Michel, 146 Rue Du Général De Gaulle, 97400 SAINT DENIS DE LA REUNION

Lesquels interviennent aux présentes à l'effet d'accepter lesdites fonctions, chacun d'eux précisant que les dispositions légales instituant des incompatibilités ou des interdictions de fonctions ne peuvent lui être appliquées.

Article 34 - FORMALITES DE PUBLICITE - IMMATRICULATION

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original des présentes à l'effet d'accomplir les formalités de publicité, de dépôt et autres nécessaires pour parvenir à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Fait à AVIGNON,
Le 26/04/2014

*Carte d'identité
de la Société*

